

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

**Maintenance corrective et évolutive
de BDClimatS – Base de données
Climatologiques Spatialisées
(stockage, traitement, accès aux
données en points de grille)**

Marché n° 2538F0277

Vos interlocuteurs Météo-France :
Direction des achats publics
42, avenue Gaspard Coriolis
31057 Toulouse Cedex 01

Table des matières

Cahier des clauses administratives particulières.....	4
1. Objet du marché public.....	4
2. Documents contractuels.....	4
2.1. Du marché.....	4
2.2. Des marchés subséquents.....	4
3. Décomposition du marché public.....	4
4. Forme du marché public et procédure de passation.....	4
5. Durée du marché public.....	5
6. Démarrage des prestations et délais de réalisation.....	5
6.1. Au titre des prestations forfaitaires.....	5
6.2. Au titre des bons de commande.....	5
6.3. Au titre des marchés subséquents.....	5
7. Montant du marché public.....	6
8. Notification des informations et des décisions.....	6
9. Définition du besoin.....	6
10. Modalités d'exécution des prestations.....	6
10.1. Prestations attendues.....	6
10.2. En cas de groupement d'opérateurs économiques.....	6
10.3. Sous-traitance.....	6
10.4. Établissement des bons de commande.....	6
10.5. Modalités d'attribution et conditions d'exécution des marchés subséquents.....	7
10.5.1. Passation des marchés subséquents.....	7
10.5.2. Termes non couverts par la partie « accord-cadre ».....	7
10.5.3. Conditions d'exécution des marchés subséquents.....	7
11. Obligations du titulaire.....	8
11.1. Obligations mutuelles.....	8
11.2. Obligations de Météo-France.....	8
11.3. Obligations du titulaire.....	8
11.3.1. Assurances.....	8
11.3.2. Insertion sociale.....	8
11.3.3. Obligations environnementales du titulaire.....	8
11.3.4. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail.....	9
11.3.5. Accès réglementé aux locaux.....	9
11.3.6. Accès à distance.....	9
11.3.7. Niveau de qualification des intervenants.....	9
11.3.8. Secret professionnel.....	9
11.3.9. Transfert des données.....	10
11.3.10. Information et conseil.....	10
12. Constatation de l'exécution des prestations.....	10
12.1. Au titre des prestations forfaitaires.....	10
12.2. Au titre des bons de commande.....	10
13. Garantie.....	10
14. Personnes désignées pour l'exécution des prestations.....	10
15. Propriété intellectuelle.....	11
15.1. Régimes des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards.....	11
15.2. Régime des résultats.....	11
16. Protection des données personnelles.....	12
16.1. Durée de conservation et sort des données.....	12
16.2. Obligations du titulaire.....	12
16.3. Mesures de sécurité.....	12
16.4. Sous-traitance.....	12
16.5. Droit d'information des personnes concernées.....	13
16.6. Notification des violations de données à caractère personnel.....	13
16.7. Assistance.....	13

16.8. Registre des catégories d'activités de traitement.....	13
16.9. Documentation.....	13
17. Établissement des prix.....	13
17.1. Définition.....	13
17.2. Révision des prix.....	14
17.3. Modalités applicables en cas de titulaire étranger.....	14
18. Paiements.....	14
18.1. Avance.....	14
18.1.1. Pour la partie forfaitaire.....	14
18.1.2. Pour les bons de commande.....	14
18.1.3. Pour les marchés subséquents.....	15
18.2. Modalités de paiement.....	15
18.2.1. Au titre des prestations forfaitaires.....	15
18.2.2. Au titre des prestations à bons de commande.....	15
18.2.3. Au titre d'un marché subséquent.....	15
18.3. Intérêts moratoires.....	15
18.4. Établissement des factures.....	15
19. Cession ou nantissement des créances.....	16
20. Pièces et attestations à fournir.....	16
20.1. Dispositif de vigilance (article D. 8222-5 du code du travail).....	16
20.2. Dispositif d'alerte (article L. 8222-6 du code du travail).....	17
20.3. Liste nominative du personnel étranger.....	17
20.4. Obligations en matière de détachement des travailleurs.....	17
21. Pénalités.....	17
21.1. Pénalités pour retard.....	17
21.2. Pénalités pour indisponibilité.....	17
21.3. Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité ou de protection des données à caractère personnel.....	18
21.4. Pénalités pour méconnaissance par le titulaire de ses obligations en matière d'insertion sociale.....	18
21.5. Pénalités pour méconnaissance par le titulaire de ses obligations en matière environnementale.....	18
22. Résiliation.....	18
23. Litiges et attribution de juridiction.....	19
24. Dérogations.....	19

Cahier des clauses administratives particulières

1. Objet du marché public

L'objet de ce présent marché est d'assurer la maintenance corrective et évolutive du système BDClimateS en permettant son adaptation aux nouveaux types de jeu de données climatiques à intégrer et en assurant sa robustesse, sa performance et son évolutivité.

2. Documents contractuels

2.1. Du marché

Le présent marché public est constitué par les documents contractuels suivants, énumérés par ordre de priorité décroissante :

1. l'acte d'engagement et son annexe financière dûment signé, dont l'exemplaire original détenu par Météo-France fait seul foi ;

2. le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes dont l'exemplaire original détenu par Météo-France fait seul foi ;

3. le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes dont l'exemplaire original détenu par Météo-France fait seul foi ;

4. le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG TIC) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 (CCAG TIC). Il peut être consulté depuis le site internet <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques> ;

5. le mémoire technique du titulaire, qui s'applique en tout ce qui ne serait pas contraire aux stipulations définies dans les documents ci-dessus, lesquelles prévalent en cas de contestation ;

6. les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Toute clause figurant aux conditions générales du titulaire, sur ses tarifs ou au dos de ses factures qui serait contraire aux documents indiqués ci-dessus est réputée non écrite.

2.2. Des marchés subséquents

Les pièces constitutives des marchés subséquents viennent en complément des pièces contractuelles du marché. Les documents contractuels sont décrits dans chaque marché subséquent. En cas de contradiction entre ces pièces, celles du présent document prévalent sur celles des marchés subséquents.

3. Décomposition du marché public

Le marché public n'est pas décomposé en lots.

4. Forme du marché public et procédure de passation

Le marché public est établi en application du code de la commande publique.

La procédure mise en œuvre est un appel d'offres ouvert en application des articles R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

Ce marché est un **marché composite** :

Une partie des prestations est passée sous la forme d'un marché ordinaire. L'autre partie est passée sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire en application des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 du code de la commande publique.

L'accord-cadre est exécuté en partie par :

- L'émission de bons de commandes en application des articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique. Les bons de commande sont passés au titre :
 - Des évolutions fonctionnelles et techniques de la gestion des indicateurs ;
 - Du développement de l'ingestion par lot de données d'observations du passé (réanalyses) ;
 - Du développement de l'ingestion au fil de l'eau de données climatiques ;
 - De l'accompagnement de Météo-France à l'intégration de la plateforme de calcul dans le système BDClimatS ;
 - De l'évolution de l'IHM de BDClimatS.
- La conclusion de marchés subséquents en application des articles R. 2162-7 à R. 2162-9 du même code. Les marchés subséquents sont passés pour des prestations de développement spécifique complémentaire, afin de répondre à un besoin d'évolution des services climatiques.

Les bons de commandes et les marchés subséquents peuvent être passés durant la période de validité de l'accord-cadre sans que leur durée d'exécution dépasse de plus de six mois la date de fin de validité de l'accord-cadre.

5. Durée du marché public

Le marché public est passé pour une durée de deux (2) ans à compter de sa date de notification.

Le marché public est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à deux. La durée de chaque période de reconduction est d'un (1) an à compter de la date d'anniversaire. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de quatre (4) ans.

Si Météo-France ne souhaite pas reconduire le marché public, l'établissement en informe le titulaire au moins trois mois avant l'échéance.

La non-reconduction du marché ne donne pas lieu à un versement d'indemnité.

6. Démarrage des prestations et délais de réalisation

6.1. Au titre des prestations forfaitaires

Les prestations forfaitaires relatives à la maintenance corrective et évolutive (correction des anomalies et évolutions mineures) du système BDClimatS et à l'accompagnement technique sur demande pour les agents de Météo-France sur les technologies utilisées dans BDClimatS commencent à s'exécuter à la date de notification du marché.

6.2. Au titre des bons de commande

Les prestations à bons de commande relatives débutent à la date de notification du bon de commande concerné. Le délai de réalisation des prestations est indiqué sur chaque bon de commande.

6.3. Au titre des marchés subséquents

Les prestations relatives aux développements spécifiques complémentaires sont réalisées par marché subséquent.

Le démarrage ainsi que le délai de réalisation sont indiqués dans chaque marché subséquent.

Des représentants de Météo-France et du titulaire se réunissent peu de temps après la notification, sans surcoût, pour préciser certaines modalités de mise en œuvre.

7. Montant du marché public

Le montant forfaitaire annuel du marché est mentionné dans l'annexe financière (annexe 1) à l'acte d'engagement.

La partie relative à l'accord-cadre est passée sans minimum et avec un maximum fixé, sur toute la durée de validité du marché, à quatre cent mille euros hors taxe (400 000 € HT).

Le montant maximum indiqué ci-dessus concerne les bons de commande et les marchés subséquents.

8. Notification des informations et des décisions

Par dérogation aux articles 2 et 3.1.1 du CCAG applicable, la notification au titulaire des informations et décisions prises par Météo-France pour l'exécution du présent marché public peut être réalisée par courriel. Le destinataire accuse réception des courriels adressés par Météo-France en précisant la date et l'heure de leur réception. Cette date et cette heure font courir les délais applicables prévus par le marché public. En l'absence de réception par Météo-France d'un accusé de réception dans un délai de huit jours à compter de leur envoi au titulaire, les informations et décisions adressées par courriel sont réputées réceptionnées par le titulaire et notifiées à la date et à l'heure de leur envoi.

9. Définition du besoin

Les besoins de Météo-France et les prestations attendues sont détaillés dans le cahier des clauses techniques particulières n°2538F0277.

10. Modalités d'exécution des prestations

10.1. Prestations attendues

Les prestations sont décrites dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) n° 2538F0277 et ses annexes. Elles concernent la maintenance corrective et évolutive de la base de données du climat spatialisée BDClimateS en permettant son adaptation aux nouveaux types de jeu de données climatiques à intégrer et en assurant sa robustesse, sa performance et son évolutivité.

Les livrables correspondent à des documents et des livraisons logicielles.

Météo-France attend du titulaire qu'il mette en œuvre toutes les compétences attendues dans le cadre des prestations à réaliser.

10.2. En cas de groupement d'opérateurs économiques

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les articles 3.7.4 et 3.8.4 ainsi que les articles 12.1.3 et 12.1.4 du CCAG/TIC s'appliquent.

10.3. Sous-traitance

En cas de demande d'agrément de sous-traitant, le titulaire doit recueillir l'autorisation écrite, préalable et spécifique de Météo-France.

En particulier, n'ont accès aux données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché que les personnels du sous-traitant en charge de son exécution.

10.4. Établissement des bons de commande

Lorsqu'un besoin est identifié correspondant aux lots (lots 1 à 5) de la partie à bons de commande de l'annexe financière, Météo-France émet un bon de commande.

Les bons de commande peuvent être passés durant la période de validité du marché. Chaque bon de commande est signé par le pouvoir adjudicateur ou son représentant. Le suivi de l'exécution est assuré par le correspondant technique désigné par Météo-France.

Chaque bon de commande émis est notifié au titulaire par le pouvoir adjudicateur ou son représentant. Les

mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont, notamment :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la date de notification et le numéro du marché soit n° 2538F0277 ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description de la prestation demandée ;
- le délai de réalisation de la prestation ;
- le montant du bon de commande ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- tous autres renseignements utiles.

Les bons de commande prennent effet à compter de leur date de notification.

Les délais de livraison ou de réalisation des prestations sont calculés en jours ouvrés (hors week-end et jours fériés).

Le titulaire doit aviser Météo-France de tout retard et son motif avant la fin du délai d'exécution.

10.5. Modalités d'attribution et conditions d'exécution des marchés subséquents

10.5.1. Passation des marchés subséquents

La partie du marché passé sous la forme d'un accord-cadre à marchés subséquents est mono-attributaire. Les marchés subséquents conclus sur son fondement ne font pas l'objet d'une remise en concurrence préalable.

Les éventuelles prestations de développement spécifique complémentaire sont réalisées par marché subséquent.

10.5.2. Termes non couverts par la partie « accord-cadre »

Les termes non couverts par le présent accord-cadre sont :

- la définition de la prestation à réaliser,
- la durée,
- le délai de réalisation,
- les livrables attendus,
- les dates de livraison des livrables.

Chaque marché subséquent précise les caractéristiques et les modalités d'exécution des prestations à réaliser. Préalablement à la conclusion des marchés subséquents, le pouvoir adjudicateur peut demander par écrit au titulaire de compléter son offre.

10.5.3. Conditions d'exécution des marchés subséquents

DÉLAI D'EXÉCUTION DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS

Le délai d'exécution de chaque marché subséquent prend effet à compter de sa date de notification sauf si la date de commencement des prestations est postérieure à la date de notification du marché subséquent concerné. Dans ce cas, soit la date de début des prestations est mentionnée dans le marché subséquent soit elle est fixée par ordre de service en commun accord entre les deux parties. La durée maximale de chaque marché subséquent est fixée lors de la passation.

Les délais fixés dans chaque marché subséquent sont calculés en jours ouvrés (hors week-end et jours fériés).

Le titulaire doit aviser Météo-France de tout retard et son motif avant la fin du délai d'exécution.

REMISE DES LIVRABLES

Chaque marché subséquent indique les livrables attendus dans le cadre des prestations demandées. La livraison des différents livrables est effectuée à Météo-France dans les délais fixés dans le marché subséquent concerné.

En cas de retard constaté par rapport à la date de remise des livrables, des pénalités sont encourues, telles que définies à l'article 21 ci-dessous.

11. Obligations du titulaire

11.1. Obligations mutuelles

Chacune des parties s'engage à observer la plus grande discrétion sur toute information en provenance de l'autre partie ainsi que sur les données transmises et ce, tant à l'égard des tiers qu'à l'égard des membres de son personnel non appelés à l'utiliser ou à en avoir connaissance.

Les stipulations du présent article ne s'appliquent pas aux informations qu'il est d'usage courant de communiquer à la clientèle ou à celles qui sont déjà connues du public.

11.2. Obligations de Météo-France

Afin que les prestations puissent s'effectuer de manière satisfaisante, il incombe à Météo-France de fournir toutes informations nécessaires à l'exécution du présent marché. Météo-France s'engage à fournir un environnement conforme aux spécifications techniques exigées par la réglementation en vigueur.

11.3. Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations dans les conditions définies dans le marché et selon les textes en vigueur.

Le titulaire est responsable de l'attitude de son personnel concernant les obligations de discrétion et de sécurité. Il est également responsable du personnel, en toute circonstance, et pour quelque cause que ce soit, en particulier des accidents du travail, des accidents survenus du fait du personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des opérations ou des vols sur le site imputable à ce personnel.

11.3.1. Assurances

Le titulaire se conforme aux stipulations de l'article 9 du CCAG des marchés de techniques de l'information et de la communication.

Ce contrat d'assurance en cours de validité doit également garantir les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que le titulaire pourrait encourir :

- en cas de dommages corporels et/ou matériels et/ou liés à une attaque informatique causés à l'occasion de l'exécution des prestations, objet du marché ;
- et couvrant les éventuels dommages causés au commanditaire et notamment à son système d'information dans le cadre des prestations.

11.3.2. Insertion sociale

Cet article déroge à l'article 16.1 du CCAG/TIC.

11.3.3. Obligations environnementales du titulaire

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le titulaire s'engage à mettre en œuvre toutes les actions nécessaires pour réduire l'impact environnemental de ses prestations, tant dans la phase de maintenance corrective et évolutive du système BDclimatS que dans le cadre des développements et des évolutions fonctionnelles et techniques.

Le prestataire s'engage à veiller à une gestion responsable des déchets électroniques et des équipements informatiques utilisés pour la prestation, en garantissant leur recyclage, leur réutilisation ou leur élimination.

Afin de limiter la consommation d'énergie et de ressources, et en application de l'article L. 2112-2 du Code de la commande publique, le titulaire démontre par tout moyen l'existence d'une politique de traitement des données numériques visant notamment à limiter la taille et le poids des fichiers avant leur transmission.

Le prestataire s'engage également à réduire au maximum les déplacements non essentiels liés à l'exécution du marché. De ce fait, pour toutes interactions nécessaires, les réunions virtuelles et les communications à distance sont privilégiées. Lorsque des déplacements sur site s'avèrent indispensables, le titulaire s'engage à favoriser les modes de transport à faible impact environnemental tels que le covoiturage, l'utilisation de véhicules et transports en commun à faible émission.

Le titulaire produit annuellement, dans le mois qui précède la période en cours, les justificatifs de nature à prouver le respect de ses engagements.
Le titulaire respecte les exigences de l'article 20.2 du CCAG/TIC quant à la gestion des emballages.

11.3.4. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire doit respecter les obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail dans l'entreprise. Il est responsable du respect de celles-ci par ses sous-traitants éventuels.

11.3.5. Accès réglementé aux locaux

L'accès du personnel du titulaire aux locaux de Météo-France est soumis aux conditions générales imposées aux personnes étrangères à Météo-France.

Le titulaire se rapproche du responsable technique de Météo-France afin que toutes les démarches réglementaires soient effectuées et que les dispositions soient prises pour l'accueil de l'intervenant à l'entrée du site ainsi que son accompagnement vers les locaux. Ces intervenants doivent impérativement présenter une pièce d'identité valide. Le personnel qui contreviendrait à ces règles n'est pas autorisé à pénétrer sur le site ou dans les locaux, sans que cela suspende les délais d'exécution.

Toute modification des conditions générales ou particulières d'accès ou de sécurité est communiquée par écrit au titulaire.

11.3.6. Accès à distance

Les interventions à distances se font dans le cadre strict des conditions d'accès à distance en vigueur à Météo-France et dans le respect des exigences d'accès au système d'information de l'établissement.

11.3.7. Niveau de qualification des intervenants

Pour la réalisation des prestations, le titulaire s'engage à mettre à disposition de Météo-France les intervenants dont les curriculum vitae ont été fournis dans sa proposition technique ou à défaut des intervenants disposant au moins du même niveau de qualification et d'expérience que ceux qui sont mentionnés dans sa proposition technique.

Dans le cas où un membre de l'équipe dédiée quitte la structure ou est remplacé, le titulaire en avise, sans délai, le correspondant technique ou son représentant et lui indique le nom, les coordonnées et le curriculum vitae du nouvel agent, qui doit être, au minimum, d'un niveau de qualification équivalent. Le changement est assujéti à l'accord de Météo-France.

Dans le cas où un membre de l'équipe technique du titulaire ne convient pas, soit en raison du niveau de mise en œuvre insuffisant au regard des compétences présentées dans son CV, soit en raison d'une attitude inappropriée à l'exécution du marché concerné, le titulaire s'engage à le remplacer dans les deux semaines qui suivent la réception d'un courrier recommandé avec avis de réception envoyé par Météo France et demandant son remplacement au vu d'arguments justificatifs factuels et documentés.

11.3.8. Secret professionnel

Le titulaire observe le secret professionnel. À ce titre, il est astreint à une stricte obligation de confidentialité. Cette obligation demeure après le terme du marché public.

Ce secret s'étend notamment aux échanges auxquels le titulaire assiste ou participe, aux consultations qu'il donne à Météo-France, aux correspondances échangées ainsi qu'à tous les documents préparés au cours de l'exécution du marché public. Ce secret couvre également les affaires, documents, dossiers ou travaux élaborés par les agents du titulaire.

Les documents, renseignements, ou de façon plus générale, toutes les informations obtenues dans le cadre du marché public sont couverts par l'application du secret professionnel et ne peuvent être communiqués à des tiers. Cette restriction est levée si les documents, renseignements ou informations sont du domaine public.

11.3.9. Transfert des données

Au terme du marché public, le titulaire remet à Météo-France et au nouveau titulaire choisi par Météo-France, tous les documents ayant un caractère officiel dont il est dépositaire ainsi que tous les documents et informations nécessaires à l'exécution ou à l'achèvement de la mission qui lui était confiée ; la remise devant intervenir dans un délai permettant d'éviter toute forclusion ou prescription.

11.3.10. Information et conseil

Le titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil notamment d'information et de recommandation auprès de Météo-France. Le titulaire s'engage à informer Météo-France sans délai de toute nouveauté technologique ou de tout nouveau produit plus adapté, au cours de l'exécution du marché public.

12. Constatation de l'exécution des prestations

12.1. Au titre des prestations forfaitaires

Cet article déroge aux articles 29, 30, 32 et 33 du CCAG/TIC.

À l'issue de chaque période annuelle, Météo-France dispose d'un délai de sept jours calendaires pour effectuer les opérations de vérification au titre de la maintenance corrective et évolutive et l'accompagnement technique. En cas de mauvaise exécution, des pénalités sont appliquées conformément à l'article 21.1 du présent CCAP.

12.2. Au titre des bons de commande

Les opérations de vérification relèvent de la responsabilité du pouvoir adjudicateur ou de son représentant. Cet article déroge aux articles 29, 30, 32 et 33 du CCAG/TIC.

Météo-France établit la décision de service fait dès réalisation de la prestation à bons de commande. Ces opérations ont pour objet de contrôler la conformité entre le travail fait et le travail commandé par le pouvoir adjudicateur, comme mentionné à l'article 31 du CCAG/TIC.

À l'issue des opérations de vérification simplifiées, Météo-France prononce soit le service fait valant admission des prestations d'assistance, soit l'ajournement soit le rejet dans les conditions prévues à l'article 34 du CCAG/TIC.

13. Garantie

Le titulaire garantit la conformité des prestations aux stipulations du marché pendant une durée d'un an dans les conditions prévues par l'article 36 du CCAG/TIC.

14. Personnes désignées pour l'exécution des prestations

L'ordonnateur des dépenses de la direction direction de la Climatologie et des Services Climatiques est la Présidente-directrice générale de Météo-France. Ses coordonnées sont :

Météo-France
Direction générale
73, avenue de Paris
94165 Saint-Mandé Cedex

Le représentant de Météo-France pour les besoins de l'exécution du présent marché public est directrice de la direction de la Climatologie et des Services Climatiques. Elle est l'interlocutrice du titulaire pour la réalisation des prestations faisant l'objet du présent marché. Ses coordonnées sont :

Météo-France
Direction de la Climatologie et des Services Climatiques
42, avenue Gaspard Coriolis
31057 Toulouse Cedex

Le correspondant technique de Météo-France et ses représentants sont désignés après notification du marché public. Le correspondant désigné fournit la liste du personnel de Météo-France habilité à appeler le centre de support du titulaire.

La personne responsable pour fournir les renseignements prévus aux articles R. 2191-60 et R. 2191-61 du code de la commande publique est le directeur financier de Météo-France ou son représentant. Ses coordonnées sont :

Météo-France
Direction financière
73, avenue de Paris
94165 Saint-Mandé Cedex

Le comptable assignataire des dépenses est l'agent comptable secondaire de Toulouse. Ses coordonnées sont :

Météo-France
Agence comptable
42, avenue Gaspard Coriolis
31057 Toulouse Cedex

Le titulaire indique au plus tard à la notification du marché public :

- un contact qui est l'interlocuteur privilégié de Météo-France pour tout ce qui concerne l'ensemble des aspects techniques et contractuels ;
- l'adresse courriel du responsable du suivi des documents que le titulaire doit transmettre à <https://www.e-attestations.com> (cf. article 20 du présent cahier des clauses administratives particulières).

15. Propriété intellectuelle

La loi française est seule applicable.

15.1. Régimes des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards

Si le titulaire incorpore des connaissances antérieures ou des connaissances antérieures standard dans les résultats ou utilise des connaissances antérieures ou des connaissances antérieures standard qui, sans être incorporées aux résultats, sont nécessaires pour la mise en œuvre des résultats, il s'engage à ce qu'elles bénéficient d'un régime de licence libre.

15.2. Régime des résultats

Les résultats désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont réalisés dans le cadre des prestations du marché, tels que, notamment, les oeuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentation), les bases de données, les marques dessins ou modèles, noms de domaine et autres signes distinctifs, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

Par dérogation aux articles 46.2.1, 46.3.1 et 46.3.2 du CCAG/TIC, les résultats sont cédés à Météo-France à titre exclusif. L'exploitation et la publication des résultats par le titulaire ne sont pas autorisées. Il est dérogé à l'article 46.2.2 du CCAG/TIC.

16. Protection des données personnelles

Pour l'exécution du présent marché public le titulaire et ses éventuels sous-traitants sont tenus au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, qui comprend en particulier le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ou « règlement européen sur la protection des données »), et la loi informatique et libertés n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée. Il se conforme à l'article 5.2 du CCAG applicable.

16.1. Durée de conservation et sort des données

La durée de conservation des données collectées par le titulaire est limitée à la durée de validité du marché public.

Le titulaire s'engage, au terme du marché, à détruire toutes les données à caractère personnel. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de cette destruction.

16.2. Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités prévues par le présent marché.
- Traiter les données conformément aux instructions de Météo-France. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit français relative à la protection des données, il en informe immédiatement Météo-France. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis, il doit informer Météo-France de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché.
- Ce que seuls ses personnels en charge de l'exécution du marché aient accès aux données à caractère personnel traitées. Il veille à ce que ces personnels :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection.

16.3. Mesures de sécurité

Le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles permettant la sécurisation des données et des traitements.

Il s'engage à ce titre à se conformer aux mesures de sécurité des données et des traitements, notamment techniques et organisationnelles, qu'il a définies dans son mémoire technique.

16.4. Sous-traitance

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent marché. Il agit pour le compte et selon les instructions de Météo-France. En particulier, n'ont accès aux données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché que les personnels du sous-traitant en charge de son exécution.

Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant Météo-France de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

16.5. Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à Météo-France de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Dans la mesure du possible, le titulaire doit aider Météo-France à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, celui-ci doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique aux responsables du marché désignés conformément à l'article 14 du présent cahier des clauses administratives particulières.

16.6. Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie sans délai à Météo-France toute violation des conditions des traitements des données à caractère personnel. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à Météo-France, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

16.7. Assistance

Le titulaire assiste Météo-France, en cas de besoin, pour les éventuelles études d'impact ou réponses à sollicitations concernant les données personnelles traitées dans le cadre du marché.

16.8. Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire s'engage à tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de Météo-France comprenant :

- le nom et les coordonnées des responsables du marché désignés conformément à l'article 14 du présent cahier des clauses administratives particulières, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles mises en œuvre.

16.9. Documentation

Le titulaire met à la disposition de Météo-France la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par Météo-France ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

17. Établissement des prix

17.1. Définition

Les prix sont fixés à l'annexe financière de l'acte d'engagement du marché public. Ils sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents à l'assurance.

Les prix relatifs à la maintenance corrective et évolutive et à l'accompagnement technique sont forfaitaires et révisables dans les conditions de l'article 17.2 ci-après.

Les prix des prestations réalisées par bons de commande sont unitaires et révisables dans les conditions de l'article 17.2 ci-après.

Météo-France

73, avenue de Paris - 94165 Saint-Mandé CEDEX - France
www.meteofrance.fr @meteofrance
Météo-France, certifié ISO 9001

Les prix des prestations des marchés subséquents sont fermes pendant toute leur durée.
Les prix sont exprimés en euros hors taxes. La taxe appliquée est la TVA au taux de 20 %.
Ce taux n'est mentionné qu'à titre indicatif : en cas de modification de la législation fiscale, il est fait application de la taxe et/ou du taux en vigueur à la date du fait générateur.

17.2. Révision des prix

Les prix du marché (partie forfaitaire et partie à bons de commande) sont établis dans les conditions économiques correspondant au mois de la date limite de remise des offres. Ils sont indiqués dans l'annexe financière, annexe 1 à l'acte d'engagement.

Les prix forfaitaires et unitaires sont révisibles annuellement à la date anniversaire du marché selon la formule paramétrique suivante :

$$Pr = Pi (0,15 + 0,85 S_1/S_0)$$

dans laquelle :

Pr : Prix révisé

Pi : Prix initial

S : indice mensuel SYNTEC révisé – base 100 en août 2022 -

₀ : date de valeur de l'indice initial – mois de remise de l'offre soit octobre 2025

₁ : date de valeur de l'indice final – dernier indice définitif publié lors du calcul de la révision de prix par Météo-France

Le coefficient de révision est calculé par Météo-France et notifié au titulaire. Il est arrondi au millième supérieur. Les prix révisés par application de ce coefficient sont arrondis à la deuxième décimale la plus proche.

Par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG TIC, les prix à payer pour les prestations ayant fait l'objet d'un bon de commande sont ceux applicables à la date de la commande.

En cas de disparition de l'indice, le nouvel indice de substitution préconisé par l'organisme de publication est de plein droit applicable. Si aucun indice n'est préconisé, les parties conviennent d'un nouvel indice par acte modificatif.

17.3. Modalités applicables en cas de titulaire étranger

La monnaie de compte du marché public est l'euro. Le prix libellé en euro reste inchangé en cas de variation de change. Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

Tous les documents, factures, doivent être rédigés en français.

18. Paiements

18.1. Avance

18.1.1. Pour la partie forfaitaire

Sans objet.

18.1.2. Pour les bons de commande

Sous réserve de la non-renonciation par celui-ci, une avance de 20 % est consentie au titulaire. Le taux de l'avance est de 20 %. Ce taux s'applique au montant initial toutes taxes comprises de chaque bon de commande dont le montant est supérieur à 30 000 € hors taxes et dont le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande correspondant.

En tout état de cause, le remboursement de l'avance est terminé lorsque ce taux atteint 80 %.

Le remboursement de l'avance s'impute sur une seule demande de paiement du titulaire. Si, toutefois, le montant de la demande de paiement sur laquelle le remboursement de l'avance est imputé est inférieur au montant de l'avance, le surplus est imputé sur la demande de paiement suivante et ainsi de suite.

18.1.3. Pour les marchés subséquents

Les modalités des avances figurent dans les marchés subséquents.

18.2. Modalités de paiement

18.2.1. Au titre des prestations forfaitaires

Les prestations de maintenance corrective et évolutive sont payées trimestriellement à terme à échoir à compter de la date de réception de la facture correspondante (prestations entrant dans celles prévues par l'arrêté du 6 juin 2016 fixant la liste des dépenses des organismes publics nationaux dont le paiement peut intervenir avant service fait).

Météo-France se libère des sommes dues par virement sur le compte des titulaires défini dans l'acte d'engagement ou du document en tenant lieu. Le paiement s'effectue suivant le respect des règles de la comptabilité publique.

Le délai de paiement est de trente jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par Météo-France ou de la date de réalisation des prestations si elle est postérieure.

18.2.2. Au titre des prestations à bons de commande

Les prestations de développement sont payées à terme échu après leur réception par Météo-France ou à compter de la date de réception de la facture correspondante si celle-ci est postérieure à la certification du service fait.

18.2.3. Au titre d'un marché subséquent

Sauf indication contraire dans le marché subséquent, les prestations réalisées au titre d'un marché subséquent sont payées à terme échu ou à compter de la date de réception de la facture correspondante à laquelle sont joints les différents livrables à produire si celle-ci est postérieure à l'admission des prestations.

18.3. Intérêts moratoires

Lorsque les sommes dues au principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement de trente jours, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement d'intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

18.4. Établissement des factures

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

En application des articles L. 2192-1 et suivants du code de la commande publique, le titulaire et ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct sont tenus de transmettre les factures sous forme électronique via le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles à l'adresse :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées à Météo-France doivent comporter, outre les mentions prévues à l'article D. 2192-2 du code de la commande publique, les informations suivantes :

- Le numéro de marché public : 2538F0277.
- Le numéro de SIRET qui identifie Météo-France en tant que destinataire de la facture : 18006 0030 02117.
- Le code service de l'entité de Météo-France responsable : 38DCSCA
- Le cas échéant, le numéro d'engagement juridique (EJ) qui est transmis par Météo-France après la notification du marché public OU qui est mentionné sur le bon de commande transmis par Météo-France.

Le service en charge du traitement des factures est :

Météo-France
Direction financière
CSP dépenses
depenses.cspfinances-toulouse@meteo.fr

Toute facturation qui serait envoyée à Météo-France soit avant l'échéance prévue au marché, soit selon des modalités différentes de celles prévues par le présent marché, soit non conforme au marché (montant, quantité...), est renvoyée systématiquement au titulaire, qui doit la représenter conformément au marché.

19. Cession ou nantissement des créances

Le marché peut être nanti ou cédé dans les conditions définies par les articles L. 2191-8 et R. 2191-45 à R. 2191-63 du code de la commande publique.

Conformément aux articles L. 313-23 à L. 313-34 du code monétaire et financier, la créance cédée ou nantie doit être notifiée au comptable public assignataire des paiements, et l'exemplaire unique du marché doit être remis entre ses mains.

20. Pièces et attestations à fournir

20.1. Dispositif de vigilance (article D. 8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les six mois à compter de la notification du marché public et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plate-forme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Météo-France, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail, conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, Météo-France peut, après mise en demeure restée infructueuse à l'issue d'un délai de quinze jours, résilier le marché public, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

20.2. Dispositif d'alerte (article L. 8222-6 du code du travail)

Dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à l'article L. 8222-6 du code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, Météo-France enjoint au titulaire de faire cesser la situation délictuelle.

Le titulaire a deux mois à compter de sa mise en demeure pour apporter à Météo-France la preuve de la fin de la situation délictuelle. À défaut, à l'issue de ces deux mois, Météo-France peut résilier le marché public sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Météo-France informe l'agent auteur du signalement des suites données par le titulaire à son injonction.

20.3. Liste nominative du personnel étranger

Conformément à l'article D. 8254-2 du code du travail, le titulaire s'engage à remettre à Météo-France, avant tout début d'exécution, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 et affectés à la réalisation des prestations objet du marché public.

Cette liste, établie à partir du registre du personnel, précise pour chaque salarié :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de cette liste doit être réalisée tous les six mois, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché public. Cette liste doit être déposée par le titulaire sur la plate-forme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Météo-France, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

Si le titulaire n'emploie pas de salarié étranger, il doit néanmoins en faire la déclaration.

20.4. Obligations en matière de détachement des travailleurs

Tout titulaire établi hors de France qui détache temporairement des salariés sur le territoire national est soumis à des obligations spécifiques fixées par les articles L. 1261-1 à L. 1265-1 et R. 1261-1 à D. 1265-1 code du travail.

Par suite, et conformément à l'article R. 1263-12 du code du travail, le titulaire adresse à Météo-France, le cas échéant, avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, les deux documents suivants :

- L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service « SIPSI » du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- Une attestation sur l'honneur certifiant qu'il s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal

En application de l'article L. 1262-4-1 du code du travail, Météo-France vérifie que le titulaire qui détache des salariés a bien adressé une déclaration, préalablement au détachement, à l'inspection du travail et désigné un représentant sur le territoire national.

21. Pénalités

21.1. Pénalités pour retard

En cas de retard du titulaire par rapport aux délais prévus par le marché public, le régime des pénalités pour retard prévu à l'article 14.1 du CCAG TIC s'applique.

21.2. Pénalités pour indisponibilité

Les pénalités pour indisponibilité dans les marchés de maintenance prévues à l'article 14.2 du CCAG TIC s'appliquent de plein droit et sans mise en demeure préalable.

21.3. Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité ou de protection des données à caractère personnel

En cas de violation des mesures de sécurité ou des obligations de confidentialité prévues par le marché ou des obligations réglementaires ou contractuelles relatives à la protection des données à caractère personnel, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes :

- en cas de non-respect des règles de sécurité ou de confidentialité n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 0,5 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur ;
- en cas de non-respect des règles de sécurité ou de confidentialité impliquant des données à caractère personnel ou toute méconnaissance de la réglementation ou des clauses du marché applicables en matière de protection des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.

Lorsque Météo-France envisage d'appliquer des pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité ou de protection des données à caractère personnel, l'établissement invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les manquements constatés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

21.4. Pénalités pour méconnaissance par le titulaire de ses obligations en matière d'insertion sociale

Sans objet.

21.5. Pénalités pour méconnaissance par le titulaire de ses obligations en matière environnementale

Une pénalité forfaitaire de 1 000,00 euros est appliquée par le pouvoir adjudicateur en cas de manquement constaté aux obligations environnementales du titulaire.

En cas de retard dans la transmission des justificatifs de nature à prouver le respect des obligations environnementales prévues à l'article 11.3.3, le titulaire encourt une pénalité de 500,00 euros par jour de retard, sans mise en demeure préalable.

22. Résiliation

Le marché public est résiliable par Météo-France dans les conditions prévues au chapitre 8 du cahier des clauses administratives générales applicable.

Sans préjudices des stipulations du CCAG applicable, et conformément aux articles L. 2195-3 et L. 2195-4 du code de la commande publique, le marché public est résilié aux torts exclusifs du titulaire lorsque les documents ou renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique sont inexacts, ou lorsque le titulaire refuse de produire, en cours d'exécution, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 ou R. 1263-12 du code du travail, conformément à l'article 20.1 du présent document. La résiliation du marché public est alors prononcée par Météo-France, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité. Météo-France peut en outre se prévaloir des stipulations de l'article 54 du cahier des clauses administratives générales applicable.

En outre, en cas de mauvaise exécution des prestations prévues au marché public ou de manquement grave dans les prestations, Météo-France peut, après mise en demeure, prononcer la résiliation du présent marché sans avoir à verser d'indemnité. Météo-France s'acquitte alors du montant des prestations réellement exécutées.

En cas de résiliation du marché public, quelle qu'en soit la cause, un décompte de résiliation est effectué conformément au cahier des clauses administratives générales applicable.

23. Litiges et attribution de juridiction

En cas de litige survenant dans l'exécution du présent marché public qui n'aurait pas pu être réglé dans le cadre des stipulations du chapitre 9 du CCAG applicable, les deux parties entendent le soumettre au Tribunal administratif de Melun – 43, rue du Général de Gaulle, 77000 Melun.

La loi française est seule applicable. Les correspondances relatives au marché public sont rédigées en français.

24. Dérogations

Les stipulations de l'article 6 du présent cahier des clauses administratives particulières dérogent partiellement à l'article 13.2.4 du CCAG/TIC.

Les stipulations de l'article 8 du présent cahier des clauses administratives particulières dérogent partiellement aux articles 2 et 3.1.1 du CCAG/TIC.

Les stipulations de l'article 10.2 du présent cahier des clauses administratives particulières dérogent aux articles 3.7.4, 3.8.4, 12.1.3 du CCAG/TIC

Les stipulations de l'article 11.3.2 du présent cahier des clauses administratives particulières dérogent à l'article 16.1 du CCAG/TIC.

Les stipulations de l'article 12.1 du présent cahier des clauses administratives particulières dérogent aux articles 29, 30, 32 et 33 du CCAG/TIC.

Les stipulations de l'article 12.2 du présent cahier des clauses administratives particulières dérogent aux articles 29, 30, 32 et 33 du CCAG/TIC.

Les stipulations de l'article 15.2 du présent cahier des clauses administratives particulières dérogent partiellement aux articles 46.2.1, 46.3.1 et 46.3.2 du CCAG/TIC.

Les stipulations de l'article 17.2 du présent cahier des clauses administratives particulières dérogent partiellement à l'article 10.2.2 du CCAG/TIC.